

L'investissement de portefeuille

Les investissements de portefeuille désignent habituellement les opérations internationales sur les actions et les obligations (étrangères et canadiennes), outre les opérations sur des instruments du marché monétaire canadien entre des résidents du Canada et des non-résidents. Les instruments du marché monétaire étranger sont inclus dans les autres éléments d'actif en raison des difficultés que pose leur mesure.

En 2002, les flux d'investissements de portefeuille canadiens à l'étranger ont diminué pour la seconde année consécutive — passant de 62,3 milliards de dollars en 2000 à 37,7 milliards de dollars en 2001 et à 24,7 milliards de dollars l'an dernier. Étant donné la conjoncture défavorable du marché boursier, il n'est pas étonnant que la composition des investissements de portefeuille canadiens à l'étranger ait changé de façon radicale en 2002. En 2001, un dollar seulement sur chaque vingt dollars investis à l'étranger était placé dans des obligations étrangères; l'an dernier, un dollar sur quatre investis à l'étranger est allé au marché obligataire. En fait, les achats canadiens d'actions étrangères ont considérablement ralenti, affichant une baisse de 17,3 milliards de dollars (48 p. 100) par rapport à l'année précédente, tandis que les achats d'obligations ont bondi de 230 p. 100 (4,3 milliards de dollars).

La nervosité causée par l'agitation des marchés ressort aussi des statistiques sur les entrées d'investissement de portefeuille. Le flux d'investissements de portefeuille étrangers au Canada a baissé de 13,0 milliards de dollars à 17,9 milliards de dollars en 2002. Les investisseurs avaient une opinion moins favorable des actions et des obligations canadiennes durant l'année, réduisant leurs portefeuilles d'obligations de plus de la moitié par rapport à 2001, soit de 33,6 milliards de dollars à 15,8 milliards de dollars, et ils ont vendu pour 1,8 milliard de dollars d'actions canadiennes en 2002. Par contre, les investisseurs étrangers ont acquis des instruments du marché monétaire canadien pour une valeur de 3,9 milliards de dollars au cours de l'année.

Dans l'ensemble, il s'agit de la quatrième année consécutive où les sorties d'investissement de portefeuille du Canada ont dépassé les entrées d'investissement de portefeuille au Canada. À 6,86 milliards de dollars l'an dernier, les sorties ont été légèrement supérieures au niveau de 6,85 milliards de dollars enregistré en 2001, mais beaucoup moins élevées que le niveau record de 48,2 milliards de dollars atteint en 2000.

La position en matière d'investissement international

Un changement dans la procédure de déclaration de Statistique Canada a retardé la publication des statistiques sur la position du Canada en matière d'investissement international pour l'année 2002. Ainsi, contrairement à nos trois rapports antérieurs, nous ne pouvons faire état de la performance du Canada à ce chapitre pour 2002.

Le Canada a historiquement compté sur les entrées de capital étranger pour financer l'investissement intérieur et acquérir des technologies à l'étranger. En conséquence, les engagements cumulatifs du Canada envers l'étranger ont généralement dépassé ses avoirs correspondants. Cependant, l'endettement étranger net du Canada en proportion du produit intérieur brut est tombé de 44,7 p.100 du PIB en 1993 à 18,8 p. 100 en 2001, traduisant l'amélioration du compte de l'investissement étranger direct (IED) associé au passage d'une position débitrice traditionnelle à une position créditrice à compter de 1997, outre l'augmentation du portefeuille d'actions étrangères faisant suite à l'assouplissement des limites de contenu étranger imposées aux fonds de placement canadien admissible à une exonération fiscale. Notons que le compte de l'IED s'est encore amélioré en 2002.

¹ Les produits dérivés sont des instruments financiers dont les rendements dépendent de la valeur d'autres éléments d'actif, par exemple les prix des produits de base, les cours des obligations et des actions ou la valeur d'un indice du marché. La couverture des produits dérivés dans les statistiques canadiennes se limite actuellement aux options et aux contrats financiers à terme négociables.